

JEAN-BAPTISTE SONDCI, ANCIEN MINISTRE DE LA SANTE RDCongo : sombre exemple d'un PMA

En 1997-1998, Jean-Baptiste Sondji fut ministre de la Santé dans le gouvernement de Laurent Désiré Kabila, le président congolais assassiné au mois de janvier dernier. Il est un des dirigeants du Front Patriotique, un des rares partis politiques congolais à avoir toujours refusé de faire des compromis avec Mobutu. Lorsque Laurent Désiré Kabila a interdit les partis politiques, le FP n'a pas cessé son activité pour autant. Jean-Baptiste Sondji devint la force motrice de l'APRODI, une ONG congolaise de promotion du développement intégral à la campagne et dans les zones péri-urbaines. Nous l'avons rencontré à Bruxelles, où il a participé au forum des ONG, en marge de la conférence onusienne sur les pays les moins avancés (PMA).



Quelles étaient, pour vous, les priorités de cette conférence de l'ONU?

Jean-Baptiste Sondji : « Rubens Ricupero, le Secrétaire général de la CNUCED et président de la conférence de Bruxelles, m'a laissé une impression positive. Il a compris les problèmes des PMA. Selon lui, ils viennent du fait que les PMA ont dû subir des programmes d'ajustements structurels et d'autres remèdes imposés par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale. Il y a une corrélation entre ces programmes et l'état déplorable dans lequel se trou-

vent les PMA. En conclusion : ces ajustements structurels doivent être revus en profondeur. C'est indispensable. En tant que médecin, lorsque je constate que tel germe provoque telle maladie et que tel antibiotique est le seul traitement efficace, j'utilise cet antibiotique ! »

« Un autre problème est très important : l'attitude des dirigeants des PMA eux-mêmes. Lorsque vous ne prenez pas vous-même conscience des problèmes que vous rencontrez, il est difficile pour les autres de vous aider. Prenons l'exemple de la République Démocratique du Congo (RDC) : c'est un pays potentiellement riche qui se retrouve parmi les pays les plus pauvres. Et pourtant, il n'y a pas de prise de conscience. Nous constatons que notre gouvernement ne participe pas à cette conférence. Il ne suffit pas de se plaindre du FMI et de la Banque mondiale, il faut aussi que les PMA présentent des programmes alternatifs. Nous devons formuler des alternatives de développement. C'est sur cette base que nous pourrions nous défendre contre les pressions des grandes institutions internationales et pousser les pays du Nord à changer leur politique, axée principalement sur les intérêts économiques de quelques puissants groupes. Nous réaliserons ainsi une réelle jonction entre le Nord et le Sud. »

La RDC a le statut de PMA. Dans quel état se trouve le pays actuellement?

Jean-Baptiste Sondji : « Sur le plan social, c'est une véritable catastrophe. C'est la conséquence de plusieurs facteurs. D'abord, la dégradation des conditions socio-économiques ne date pas de l'ère Kabila. Elle avait déjà commencé dans les années quatre-vingts. La gestion de l'Etat sous Kabila – où j'ai été membre du gouvernement – fut caractérisée par l'amateurisme et l'incompétence de beaucoup de ministres. Elle a mené à une série de décisions qui ont encore aggravé la situation. A cela s'ajoute la guerre contre le Congo-Brazzaville.

Prenons l'exemple de la malnutrition. La ville de Kinshasa nécessite 1,5 millions de tonnes de denrées alimentaires par an pour couvrir les besoins. On fournit actuellement environ 500.000 tonnes. L'approvisionnement est insuffisant. La malnutrition de la population est un problème manifeste. En plus, le pouvoir d'achat est en baisse constante. Pour assurer son alimentation quotidienne, une famille de sept personnes a besoin d'un revenu de 370 dollars par mois (environ 17.500FB). Or, le revenu réel des ménages à Kinshasa est de 70 dollars (3.300FB). Dans la période 1999-2000, les familles ont perdu 73% de leur pouvoir d'achat. De ces 70 dollars de revenu réel, il reste donc aujourd'hui 19 dollars (900FB). Je cite ces chiffres pour illustrer à quel point notre population souffre. Lorsque j'étais ministre de la Santé (en 1997-1998), la mortalité maternelle se situait entre 850 à 900 pour 100.000 habitants. Aujourd'hui, à Kinshasa, ce chiffre est de 1880. »

Comment évaluez-vous l'ère de Laurent Désiré Kabila?

Jean-Baptiste Sondji : « Le choix de ses collaborateurs a été une catastrophe. Kabila tournait en rond. Au sein de son équipe, il y avait d'énormes contradictions. Pourtant, lorsqu'il faisait un discours, il se montrait cohérent et progressiste. Mais entre la parole et les actes, il y avait une contradiction colossale. Les derniers mois, on s'attendait à quelque chose... mais pas à un assassinat. Kabila était arrivé à sa fin en tant que responsable politique. Les contradictions internes étaient si grandes qu'il lui était impossible d'arrêter ses ennemis. De plus, il avait une conception très personnelle du pouvoir. Après son assassinat, le pays s'est retrouvé devant un vide. Il fallait d'urgence trouver un successeur. On a choisi le moins mauvais : son fils, Joseph Kabila. Mais ce dernier n'a pas d'expérience politique. Ayant vécu très longtemps en Tanzanie, il ne connaît pas la réalité congolaise.

Notre parti, le Front Patriotique avait formulé des propositions à l'adresse de Kabila-père afin de recomposer le gouvernement, de faire face aux insuffisances de l'équipe dirigeante. Malheureusement, Laurent Désiré Kabila ne nous a pas écouté. Les Occidentaux ont ensuite provoqué la guerre contre le Congo-Brazzaville dans le but de mettre Kabila dans une position intenable. Il devait quitter la scène. De toute façon, l'assassinat de Kabila a été une opportunité pour les Occidentaux d'amorcer un plan conçu depuis longtemps. Kabila-fils devait passer de leur côté et faire un virage à 180 degrés. La composition de son gouvernement reflète davantage la mainmise des intérêts étrangers que les préoccupations des Congolais.

En RDC, la crise est d'abord politique. Mais Kabila-fils se contente de ministres avant tout technocrates. Comment résoudre des problèmes politiques avec une équipe de technocrates et de mandataires des intérêts étrangers ? Le nouveau ministre de l'Economie et des Finances par exemple, Matungulu Mbuyamu, a été le représentant du FMI au Cameroun. Ce fonctionnaire du FMI ne se sent pas lié à la population congolaise. Il prendra donc des mesures inspirées par le FMI qui l'opposeront à la population. De même, lorsque Fons Verplaetse, l'ancien gouverneur de la Banque nationale belge, se rend à Kinshasa, nous nous posons beaucoup de questions. Que vient-il faire? Quelles mesures vient-il défendre? J'aimerais que l'on soit clair et que l'on nous dise qu'en RDC il n'y a pas de gens compétents. Et, dans ce cas, que l'on nomme Verplaetse gouverneur de notre Banque centrale...

Tout cela nous inquiète. D'ailleurs, avant toute relance en RDC, il faut mettre fin à la guerre. A ce sujet aussi, il y a de quoi s'inquiéter. Un dialogue intercongolais est en perspective. En même temps, nous constatons que les Accords de Lusaka ne sont pas applicables. On risque d'assister à une situation où les Occidentaux – et en premier lieu les Américains – sortent leur marionnette. Nous n'aurions alors plus besoin de dialogue intercongolais... Mais je pense que tout n'est pas perdu. Même si le jeune Joseph Kabila n'a pas d'expérience, il sera bien obligé de nous écouter après avoir écouté les Occidentaux. A ce moment-là, il sera obligé de revoir sa politique, ne fut-ce que sur le prétexte du dialogue intercongolais. Il faut que les progressistes de gauche soient prépondérants dans son gouvernement. Mais, comme son père, le jeune Kabila continue à s'entourer de voyous, qui volent pour s'enrichir. Dans un pays comme le nôtre, où des êtres

humains meurent de faim, il est insupportable de voir des ministres détourner les faibles ressources de l'Etat. »

Qu'attendez-vous de la mesure du nouveau président qui légalise à nouveau les partis politiques ?

Jean-Baptiste Sondji : « C'est une mesure positive que nous revendiquons depuis longtemps. Les Congolais doivent pouvoir s'exprimer. Kabila-père avait muselé le débat politique, ce qui a permis la promotion de truands comme Kongolo, Kakudji et d'autres. Ces gens ne sont pas capables de participer à un débat politique, ils n'ont d'ailleurs pas d'idées politiques. Cette mesure est positive, car les Congolais auront maintenant les moyens d'interpeller les ministres et de les amener à expliquer leur action politique. Je ne crois pas que ce soit du bluff. Nous devons nous engager pleinement. Si nous ne le faisons pas, le musellement politique risque de durer encore longtemps. »



Les 'mamans maraîchères' de Kinshasa cultivent le long du fleuve Congo.

Photos : Tineke D'haese

Quels partis ont vraiment du poids au Congo? Quelles formations politiques proposeront des alternatives valables?

Jean-Baptiste Sondji : « Notre parti jouera un rôle très important. Le FP est issu du mouvement de 68 à l'Université de Lovanium. Il présente un programme sérieux aux Congolais. Sur le plan financier, nous traversons des difficultés. Nous ne pouvons pas continuer à vivre des cotisations de nos sympathisants. Ils sont trop pauvres.

En ce qui concerne les autres partis, il faudra les attendre. Ils sont tous issus de la Conférence Nationale sous Mobutu. Ils n'ont pas eu l'occasion de s'exprimer depuis. Personne ne peut dire ce qu'ils sont devenus aujourd'hui. Nous, nous avons continué à travailler. Lorsque Kabila avançait sur

Kinshasa, il m'a lancé un appel pour préparer l'entrée de ses troupes dans la ville. Je suis ensuite devenu ministre. Lorsque nous avons été interdits, nous avons créé l'APRODI, une ONG active sur le terrain, au sein de laquelle nous continuons le débat politique. Nous avons essayé de créer un forum des progressistes congolais, de créer des synergies. C'est la raison d'être du Front Patriotique. Sous le couvert de l'APRODI, nous avons continué notre travail et Kabila a bien dû nous tolérer. L'APRODI est une association pour le développement intégral en milieu rural et péri-urbain. »

Quel genre d'activité l'APRODI développe-t-elle?

Jean-Baptiste Sondji : « Nous avons quatre champs d'action : la santé, les coopératives paysannes, l'environnement et l'habitat rural. Nous avons commencé un centre de santé au camp Luka à Kinshasa.

femmes cultivent des petits lopins de terre entre les berges et le fleuve. Nous avons l'intention de les encadrer : les surfaces qu'elles cultivent sont petites. Pour l'instant, elles font ce travail d'une façon assez désordonnée. Nous voulons qu'elles s'organisent en coopératives. Ensuite, nous voulons construire une digue qui permettra à chaque famille de cultiver au moins un hectare, et d'augmenter considérablement le rendement de cette agriculture. Nous mènerons ainsi une politique de développement intégral : les problèmes de santé se greffent chez nous sur une situation de malnutrition générale. En produisant plus de nourriture, nous contribuerons à améliorer la santé publique. Les revenus de cette agriculture peuvent ensuite être investis dans un meilleur système de soins de santé. Pour la construction de cette digue, nous comptons sur la solidarité internationale, et belge en particulier. Le même principe de développement intégral doit



Jean-Baptiste Sondji : « Nous voulons que les 'mamans maraîchères' s'organisent en coopératives paysannes. »

Photo : Tineke D'haese

C'est un camp d'anciens réfugiés. Il se situe au centre de la ville mais il a conservé les caractéristiques d'un milieu semi-rural. Les gens n'y ont pas de travail. Ils survivent grâce au petit commerce. Un centre de santé primaire, dans un endroit pareil, implique la participation des gens. Ils doivent être capables de se prendre en charge et d'assurer la maintenance du centre de santé. Lorsqu'on voit que les revenus des Kinois se détériorent sans cesse, il va de soi que ce schéma est impossible. Ces gens risquent d'être perpétuellement dépendants d'apports extérieurs. Nous n'avons pas les possibilités de faire appel à leurs revenus. Nous avons alors ouvert un deuxième centre de santé à Masina, où nous collaborons aussi avec les femmes maraîchères. Ces

être appliqué à la campagne congolaise. Ce développement intégral doit partir des villages. Dans le Bandundu, à 450 kilomètres de Kinshasa, nous mettons sur pied un projet dans une zone de 900 km² regroupant 120 villages, chaque village ayant environ 1000 habitants. Avec les villageois, nous discutons des possibilités d'améliorer les méthodes agricoles, d'élargir le nombre d'hectares cultivés et d'élaborer des plans de production réalistes et adaptés à tout le monde. Le but principal est d'injecter dans ce milieu rural des ressources pouvant être réinvesties sur place dans les services sociaux de base, l'enseignement, la santé publique, l'habitat etc. »

Propos recueillis par Wim de Neuter